



## **BLOQUER LE TRAIN DES BAS SALAIRES ET DES ATTAQUES DE MACRON**

---

***Avec 60 % de TGV et Intercités annulés ce week-end, le ras-le-bol des cheminots a éclaté parmi les contrôleurs. Ils ne sont pas les seuls : dans les transports parisiens ce sont les ouvriers des ateliers du métro qui font grève pour les salaires. À Sanofi, les seize sites de production en France sont en grève reconductible pour 500 euros d'augmentation. Sans compter de plus petites entreprises où les grèves se multiplient.***

---

### **Mauvaise surprise pour le patronat, bonne nouvelle pour nous**

« C'est une grève qu'on n'a pas vue arriver, ni nous ni les syndicats », pleurerait le PDG de la SNCF, Jean-Pierre Farandou. Comme s'il n'avait pas vu l'aggravation des conditions de travail, le manque de personnel et les bas salaires. Tout ce dont ils sont responsables, lui et ses semblables, PDG et actionnaires, et qui finit par leur retomber sur le nez, quand on se met à riposter. Sans attendre la moindre consigne. Sans rien attendre de leur « dialogue social » où ils ne proposent au plus que des brouilleries quand les prix flambent.

Sans parler de ces futurs « délestages » d'électricité promis pour l'hiver : on vous préviendra de l'heure (encore heureux) des écoles fermées, des gosses à garder à la maison sans lumière, de la valse de vos horaires de travail. À cause de l'incurie de services publics qui ne cessent de se dégrader.

Face à l'inflation, face aux nombreuses attaques du gouvernement et du patronat, les grèves de ces jours-ci montrent la voie !

### **Travailler plus jusqu'à plus d'âge, non merci !**

Macron relance ses attaques, à commencer par le report de l'âge de départ à la retraite à 65 ans. Il prétend que les déficits « à venir » (alors que les caisses ont encore des réserves) imposeraient cette réforme. Sauf que le Conseil d'orientation des retraites (COR) lui-même, service de l'État, anticipe précisément une réduction progressive desdits déficits avec la situation actuelle.

Le vrai but de la réforme est de nous faire travailler plus longtemps et surtout, pour celles et ceux qui ne pourront pas – et ils sont nombreux ! – de réduire les pensions. Les retraites, c'est aussi 330 milliards d'euros gérés par la Sécurité sociale : de quoi attirer les appétits des fonds de pension, dont Macron s'est fait le porteur, et des banquiers qui escomptent voir les salariés qui en ont les moyens se tourner vers eux pour financer leurs futures retraites.

Les précédentes réformes se sont traduites par une hausse considérable du chômage, tout particulièrement pour les ouvriers et employés entre 60 et 64 ans. Et parmi le 5 % de travailleurs les plus pauvres, un quart décède avant d'atteindre 62 ans.

### **Guerre au chômage ou aux chômeurs ?**

Pour l'assurance chômage, la nouvelle idée du gouvernement est de rendre les indemnités variables en fonction du taux de chômage. Il a déjà annoncé qu'elles seront revues à la baisse pour 2023, alors que tout laisse prévoir une hausse du chômage, entre l'inflation et la crise énergétique. Mais il faut forcer les chômeurs à accepter n'importe quel boulot, même les plus mal payés.

En 2019, Élisabeth Borne, alors ministre du Travail, avait déjà durci les conditions d'indemnisation en changeant le mode de calcul. Nombre de saisonniers et de salariés de l'hôtellerie-restauration, grands perdants de la réforme, se sont alors reconvertis. Mais puisque les patrons ne trouvent plus personne, il faudrait forcer la main aux chômeurs. Augmenter les salaires ? Diminuer la pénibilité et le temps de travail ? Ça, seules nos luttes pourront l'imposer !

C'est toujours cette même guerre de classe contre les travailleurs et les classes populaires, pendant que sous prétexte de « plans de relance », l'État file un « pognon de dingue » aux grandes entreprises du CAC40. Quant aux services publics les plus essentiels, transports, hôpitaux, écoles, le gouvernement les laisse se dégrader, voire les détruit consciencieusement.

À nous de renverser la table en imposant la hausse générale des salaires, en allant fourrer nous-mêmes notre nez dans les livres de comptes des patrons, pour voir où vont l'argent des aides publiques et les bénéfices qu'ils font sur notre dos.

## Recul

La Banque Postale a renoncé, au moins provisoirement, à son projet de réorganisation consistant à regrouper l'ensemble des centres financiers sur six territoires régionaux. Le centre de Paris aurait été regroupé avec Lille et Rouen, le but étant de mutualiser les flux et les fonctions supports.

Lors d'un CHSCT, la CGT et SUD avaient voté contre et demandé une expertise pour mesurer les conséquences sur les conditions de travail. La direction avait réagi en contestant le bienfondé de cette expertise auprès du tribunal.

Le motif invoqué désormais par la direction pour faire marche arrière est qu'elle aurait « oublié » un centre dans sa réorganisation. Difficile de croire à autant d'incompétence !

Ce qui est sûr, c'est qu'elle cherche par tous les moyens (sauf un : embaucher !) à gérer la pénurie de personnel, et le non-remplacement des départs.

## La vraie vie est ailleurs

Au centre financier, un sujet de préoccupation est l'annonce par la direction que les services devront travailler sur une amplitude horaire 8h30-18h.

La direction ne cherche même plus à faire croire qu'elle voudrait « concilier » vie personnelle et vie professionnelle. Elle veut imposer encore une fois un changement d'horaire sans tenir compte de nous.

Montrons-lui qu'il n'est pas question de l'accepter.

## Publicité mensongère

Difficile d'échapper à la publicité pour les 16 ans de La Banque Postale. Mais nous sommes bien placés pour voir ce qui se cache derrière le baratin sur la banque citoyenne, sensible aux inégalités, à l'écologie...

Depuis la création de la Banque Postale, 10 000 emplois ont été supprimés dans les centres financiers, les conditions de travail n'ont cessé d'empirer et les clients doivent payer de plus en plus cher de prétendus « frais de gestion » (dernièrement, la taxation des découverts autorisés supérieurs ou égaux à 300 euros).

## Un trime, les autres aussi

À Paris 15, la direction tente de refourguer à la découpe des bouts de tournées vacantes aux collègues en intérim. Elle voudrait utiliser la précarité des contrats de travail pour leur rajouter du boulot et intensifier le travail. Heureusement, plusieurs d'entre nous ont réagi et l'ont fait reculer, au moins provisoirement.

Le surtravail imposé aux collègues intérimaires n'est qu'un prélude pour l'imposer à tous. Nous avons donc doublement raison d'être solidaires.

## Chasse au trésor

Les nouvelles instances représentatives du personnel laissent toujours moins de possibilité d'action pour les élus. Mais c'est encore trop pour La Poste, qui a trouvé le moyen d'organiser une course d'orientation pour parvenir à réunir les identifiants et mots de passe de connexion permettant de voter.

On dirait presque qu'elle cherche à réduire la participation des collègues de la production.

## Victoire pour Gaël !

Gaël Quirante, secrétaire départemental Sud Poste 92, a été envoyé au tribunal par La Poste pour une affaire bidon montée lors d'une grève des facteurs du 92 il y a quatre ans. Il avait écopé de trois mois de prison avec sursis en première instance. En appel, le procureur demandait six mois de prison. Mais finalement, Gaël est relaxé ! La Cour d'appel a jugé que La Poste n'avait aucune preuve valable des faits reprochés.

La suite logique serait l'annulation du licenciement dont Gaël a été victime de la part d'une direction prête à tout pour écarter les militants qui se battent auprès de leurs collègues contre sa politique désastreuse.

## À quand la modernisation des salaires ?

La Poste a prévu un budget de 800 millions d'euros pour « moderniser » ses bureaux, et 300 millions pour son « système digital ». Il s'agit d'investir pour que les usagers soient de plus en plus confrontés à des appareils électroniques plutôt qu'à des guichetiers, ces derniers se transformant en hôtes et hôtesse d'accueil.

Dernière trouvaille, elle veut installer des cabines d'essayage pour accélérer les retours de colis.

Et dire qu'elle ne trouve pas d'argent pour augmenter nos salaires !

## Amazon : débrayages pour le Black Friday

À travers la campagne #makeamazonpay, les salariés d'Amazon ont marqué le coup du *Black Friday* et du début des achats de Noël avec des grèves et débrayages dans plus de 30 pays, du Japon en passant par l'Australie et l'Inde. En France, huit sites ont débrayé. Aux États-Unis, les salariés d'Amazon ont été rejoints par ceux de Whole Foods, racheté par Amazon. Partout, la même revendication : des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail.

Face aux exploiters comme Amazon et bien d'autres, l'arme des travailleurs, c'est la grève, et aux quatre coins de la planète !

[www.convergencesrevolutionnaires.org](http://www.convergencesrevolutionnaires.org)



@npaetincelle

@convergencesrevolutionnaires

